

institutions, nous devons nous attacher à maintenir et à fortifier, d'après le système fédéral, les liens qui nous unissent à la mère-patrie. (Écoutez !) C'est à l'empire entier et non pas à un certain nombre de colonies disséminées qu'on devrait appliquer le système fédéral. Un gouvernement général ou fédéral, comme on l'appelle, tel qu'on nous le propose aujourd'hui, se trouvera nécessairement dans une fausse position. Comme je viens de le dire, le gouvernement fédéral des États-Unis était appelé à prendre rang dans la grande famille des nations, mais quelle place nous est réservée ? — aucune. Le gouvernement impérial sera, comme aujourd'hui, chef de l'empire, dirigera toutes nos relations avec l'étranger et décidera de toutes les grandes questions nationales ; nous ne serons rien de plus que maintenant. Une demi-douzaine de colonies réunies sous un gouvernement fédéral ne forment, après tout, qu'une colonie confédérée. Au lieu d'être autant de provinces séparées, avec de bonnes institutions parlementaires, nous ne formerons qu'une vaste province ayant une mauvaise organisation, et voilà tout. Combien de nuances de gouvernements nous offre ce système ? Le gouvernement impérial, souverain de l'empire ; notre gouvernement fédéral ; les gouvernements locaux ; puis, au-dessous, nos municipalités de comté et nos municipalités de canton et autres municipalités locales. (Écoutez !) Nous aurons cinq appareils de mécanisme gouvernemental dont un, à mon avis, est de trop. Pourquoi ne pas en avoir six, tandis que nous y sommes, et organiser un système d'administration dans les districts ? Ce ne serait pas plus absurde que d'ériger ce nouveau gouvernement bâtard entre les gouvernements impérial et provincial. Nous n'avons pas besoin d'un troisième gouvernement municipal, car il n'aurait rien à faire ; or, lorsqu'on nous propose de créer un gouvernement fédéral, qui sera un intermédiaire entre les gouvernements impérial et provincial, nous érigeons une corporation qui, n'ayant rien à faire, devra empiéter tour à tour sur les attributions de l'un et de l'autre sans nous donner de relations extérieures et par suite aucun rang parmi les nations. Le gouvernement fédéral sera, vis-à-vis du gouvernement impérial, dans la position qu'occupaient à cet égard le Haut et le Bas-Canada avant l'union. L'œuvre administrative qu'accomplissent aujourd'hui séparément les provinces du Canada, du Nouveau-Brunswick, de la

Nouvelle-Ecosse, de l'Île du Prince-Édouard et de Terre-Neuve, sera faite en partie par le gouvernement fédéral et en partie par les provinces. C'est une simple subdivision de la tâche actuelle et, selon moi, il n'existe aucune raison d'opérer cette subdivision. C'est mettre une cinquième roue à un carrosse, et cette cinquième roue qui ne fonctionnera pas par elle-même entravera encore le mouvement des quatre autres. (Écoutez !) Votre gouvernement fédéral sera, vis-à-vis du gouvernement impérial, dans la position anormale qu'occuperont, comme je l'ai dit hier soir, les lieutenants-gouverneurs entre l'autorité fédérale et les provinces. Les uns comme les autres, seront hors de place, et pour se créer un emploi ils feront naître des difficultés. Je ne vois pas à quoi ils peuvent être bons, mais je comprends qu'ils peuvent nous faire beaucoup de mal. (Écoutez !) La grande difficulté de notre position n'est pas réglée par le projet actuel. Quelle est cette difficulté ? Les plus vastes dépendances de l'empire jouissent du gouvernement responsable qui leur est pleinement accordé et qui fonctionne dans tous ses détails ; la difficulté actuelle qui devrait le plus préoccuper nos hommes d'état est que notre union avec l'empire n'est pas assez resserrée et qu'elle n'est nullement fédérale. Les provinces, avec leur gouvernement local et responsable, sont trop indépendantes les unes des autres ; il n'y a pas assez d'union entre elles et la mère-patrie, pour que leurs relations soient bien conduites ; d'ailleurs, ces relations n'annoncent pas devoir durer bien longtemps. Dans notre organisation actuelle, il y a, si je puis m'exprimer ainsi, un excédant de force centrifuge. (Écoutez !) Les grandes provinces sont trop séparées et se préoccupent trop de considérations purement locales, laissant de côté les considérations générales et celles qui intéressent tout l'empire. Cette tendance fait qu'en Angleterre nos intérêts cessent peu-à-peu d'être représentés. Ce qu'il nous faut, dans l'intérêt de l'empire et de ses parties constituantes, c'est une fédéralisation de tout l'empire, non pas une petite confédération qui n'est composée que de maigres parcelles du grand tout. Je n'ai ce soir ni le temps ni la force d'expliquer comment je comprends cette fédéralisation ; je désire seulement ajouter quelques mots sur ce point. Il n'y a pas longtemps que le Canada et d'autres colonies n'avaient point de ministres de la milice. Aujourd'hui même, dans notre cabinet, nous n'avons pas